



Baromètre des TPE



Sondage Ifop pour Fiducial

Vague 77 | Octobre 2024

N° 120998
Contacts Ifop :
Frédéric Dabi / Flora Baumlin / Chloé Tegny
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com



A close-up photograph of a person's hand touching the screen of a white tablet. The background is softly blurred, showing a pair of glasses and a light-colored surface. A red horizontal bar is overlaid on the right side of the image, containing the text '01 MÉTHODOLOGIE'.

01

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

Etude réalisée par l'Ifop pour Fiducial



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 006 dirigeants de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés.

Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.



L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.



Les interviews ont été réalisées par téléphone du 16 septembre au 7 octobre 2024.

A photograph of a business meeting. In the foreground, a person's hands are holding a white tablet. The tablet screen displays a financial report with various charts and tables. The background is blurred, showing other people in a meeting setting. A red banner with white text is overlaid on the right side of the image.

02

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

● A ●

La conjoncture en France et dans les entreprises



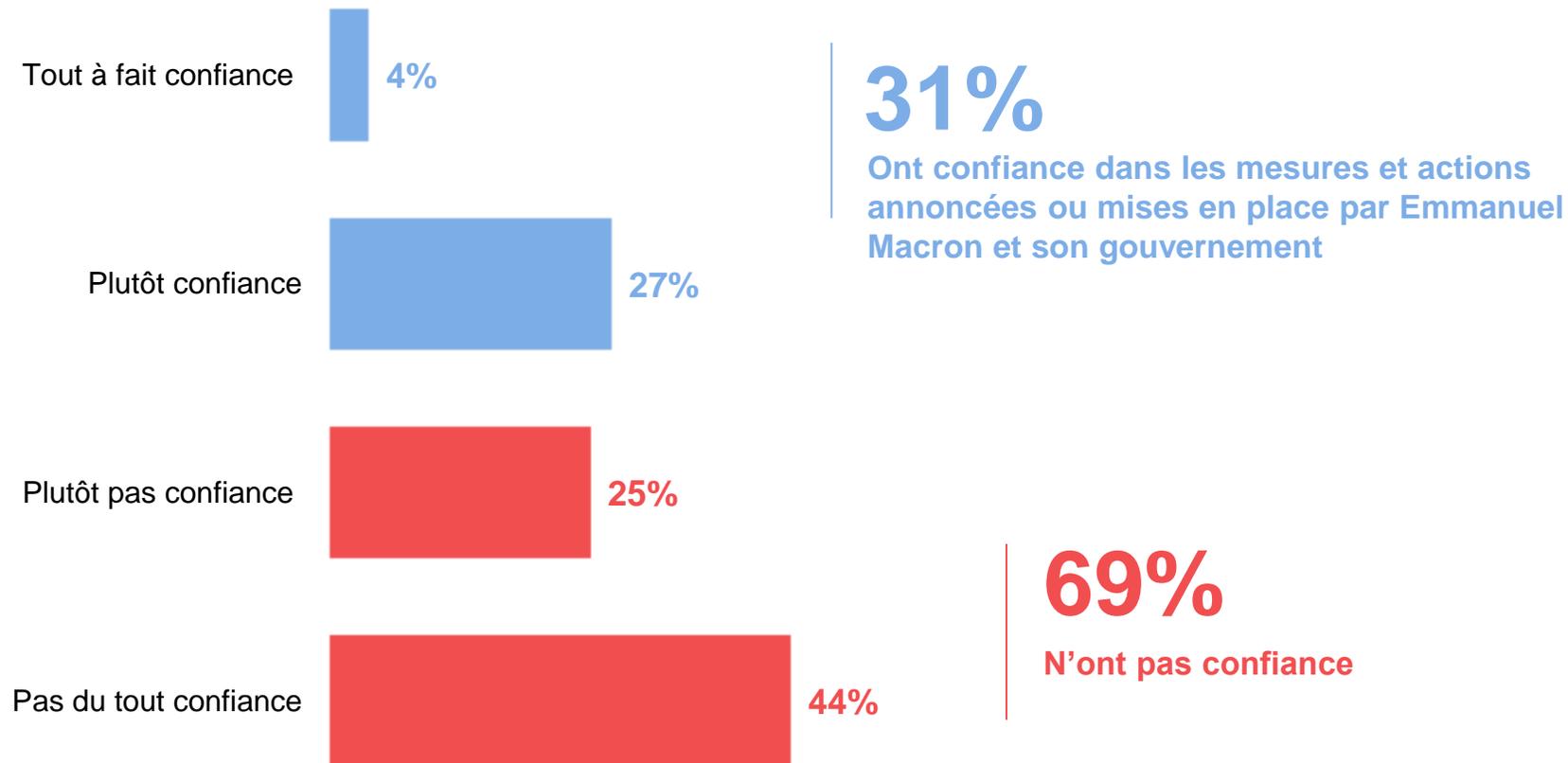
● A.1 ●

***L'action d'Emmanuel Macron
et du gouvernement***

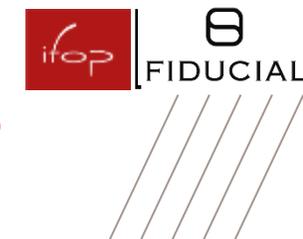


La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement



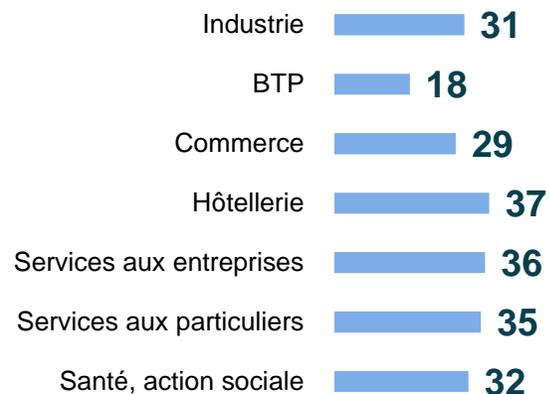
TOTAL CONFIANCE

Moyenne : **31%**

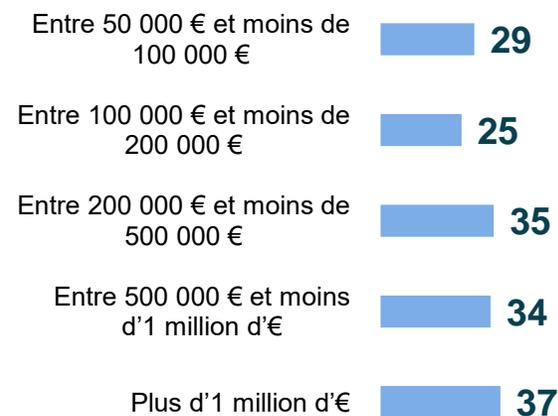
TAILLE D'ENTREPRISE



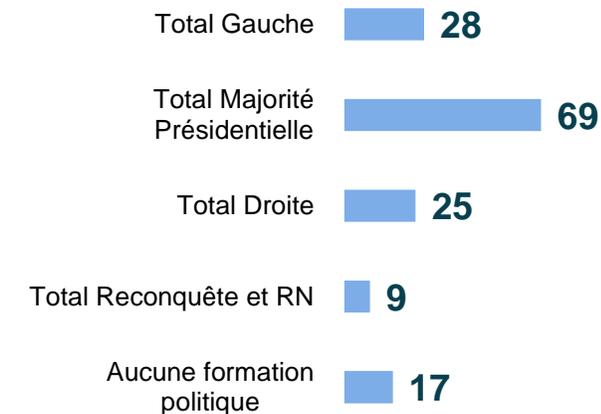
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES



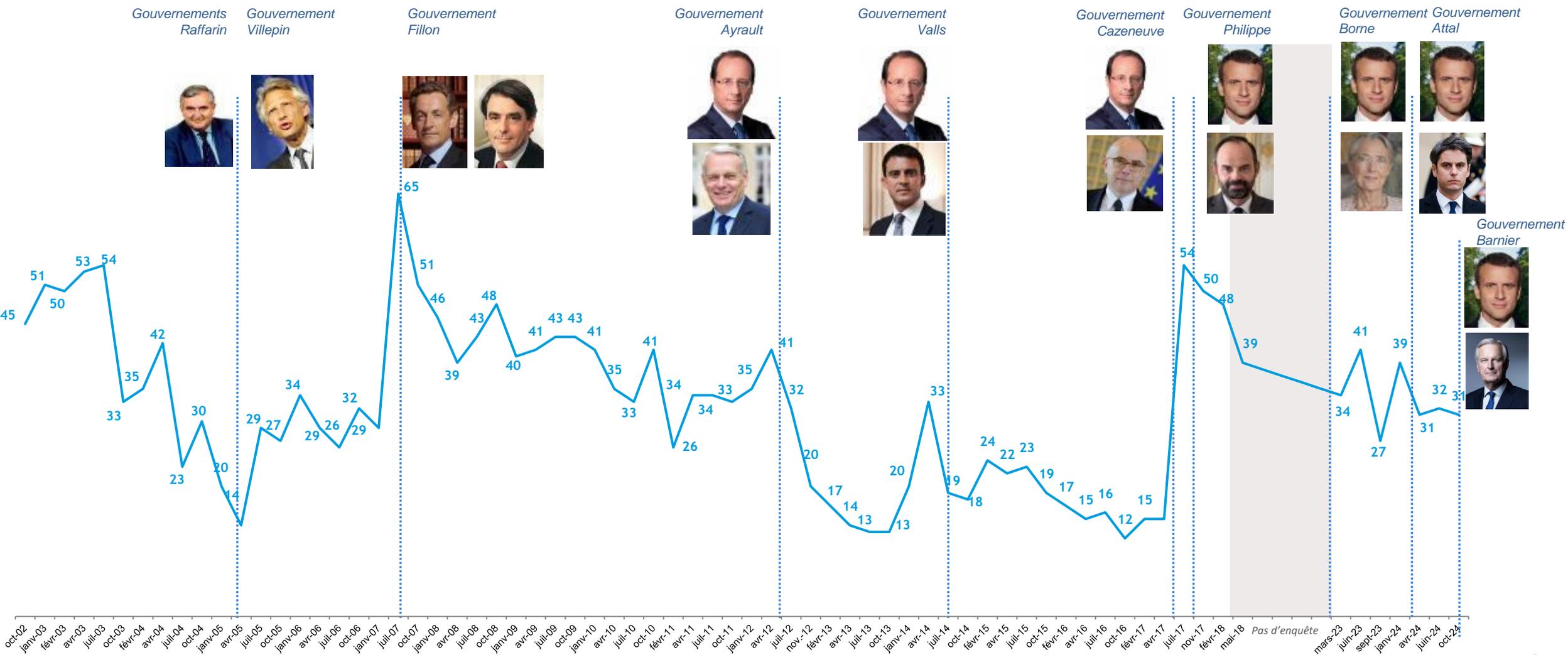
PROXIMITÉ POLITIQUE



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement - Rappels

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale



● A.2 ●

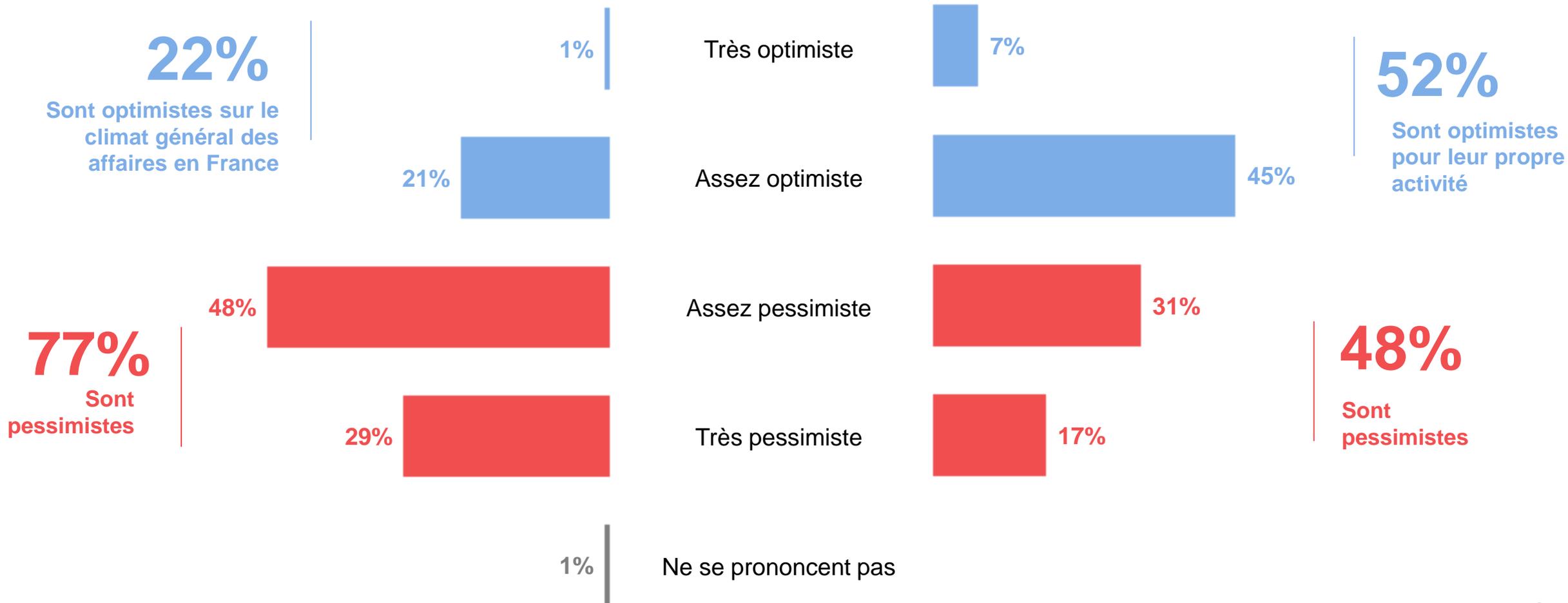
***Le climat général et le moral
des patrons de TPE***



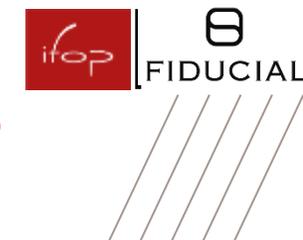
Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



Le niveau de pessimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France



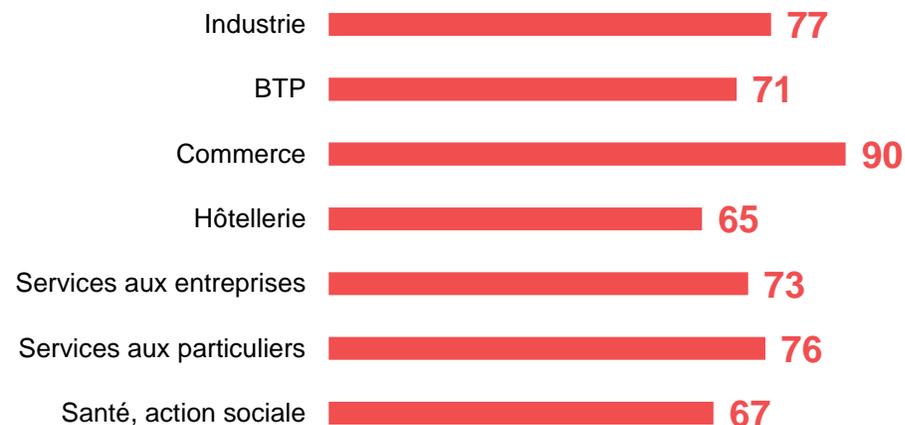
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **77%**

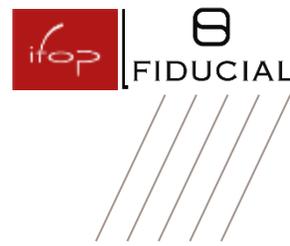
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



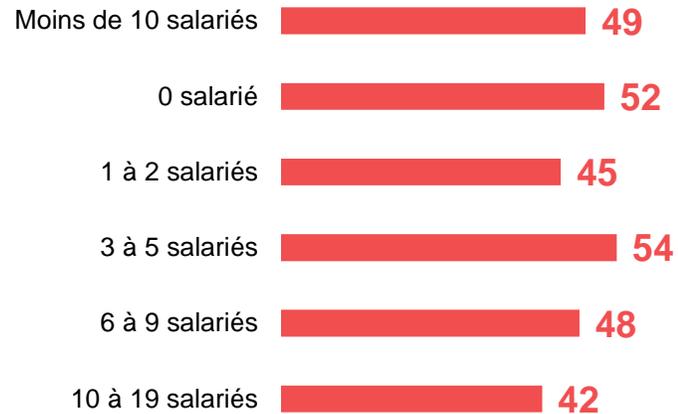
Le niveau de pessimisme vis-à-vis de sa propre activité



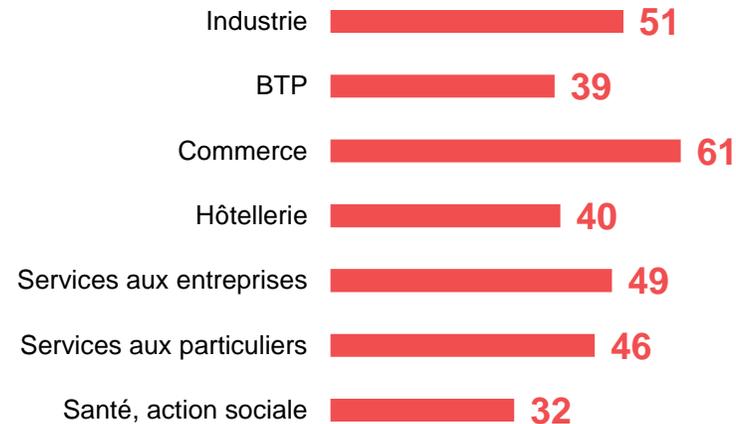
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **48%**

TAILLE D'ENTREPRISE

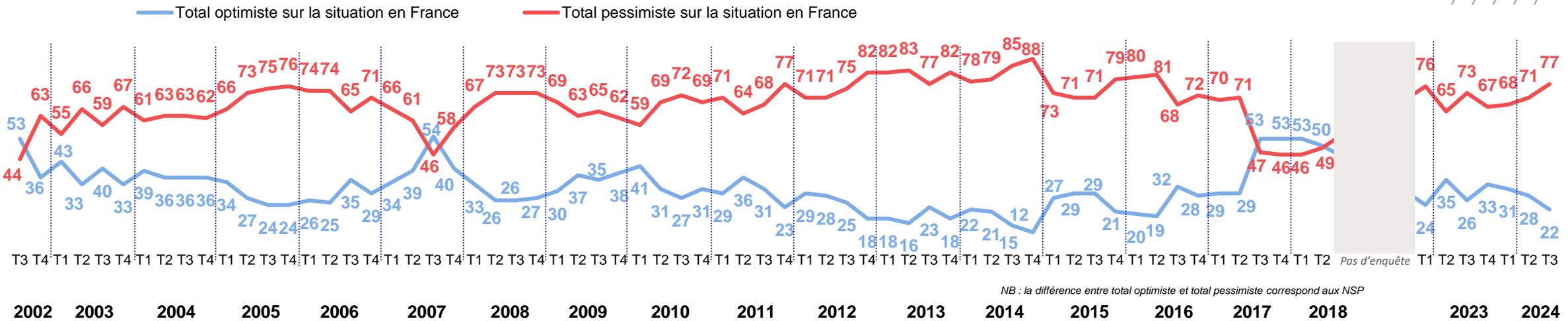


SECTEUR D'ACTIVITÉ

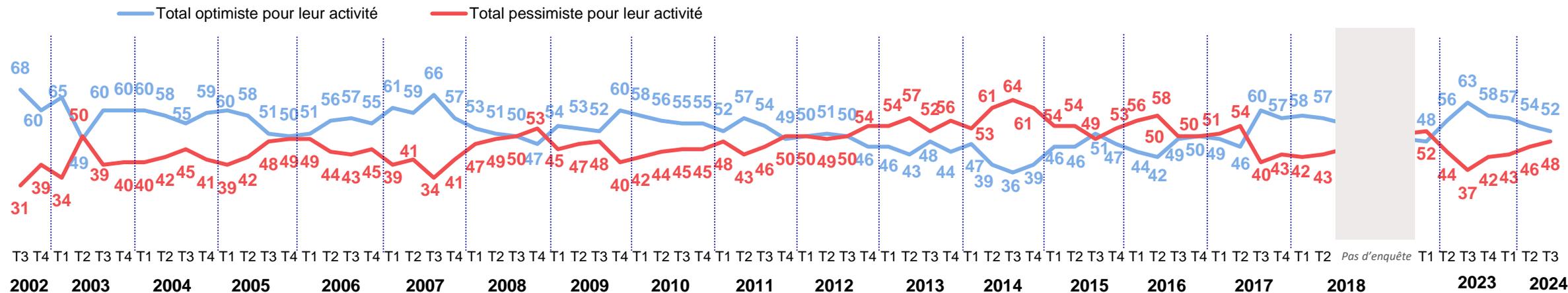


Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité - Rappels

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



● A.3 ●

L'emploi dans les TPE



L'embauche et la suppression de personnel depuis le 1er juillet 2024 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2024

QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er juillet 2024, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 septembre 2024 ?

QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés depuis le 1er juillet 2024 que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en supprimer d'ici le 30 septembre 2024 ?

19%



Oui

15%



Non

81%



85%



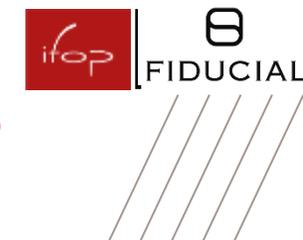
Evolutions – Oui



Evolutions – Oui



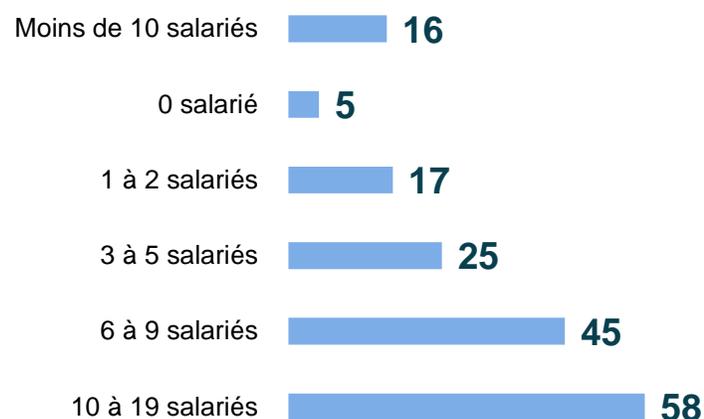
L'embauche de personnel depuis le 1er juillet 2024 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2024



TOTAL OUI

Moyenne : **19%**

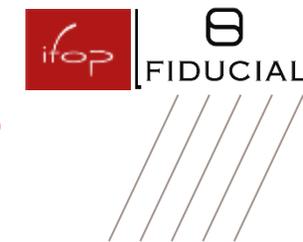
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



La suppression de postes depuis le 1er juillet 2024 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2024



TOTAL OUI

Moyenne : **15%**

TAILLE D'ENTREPRISE

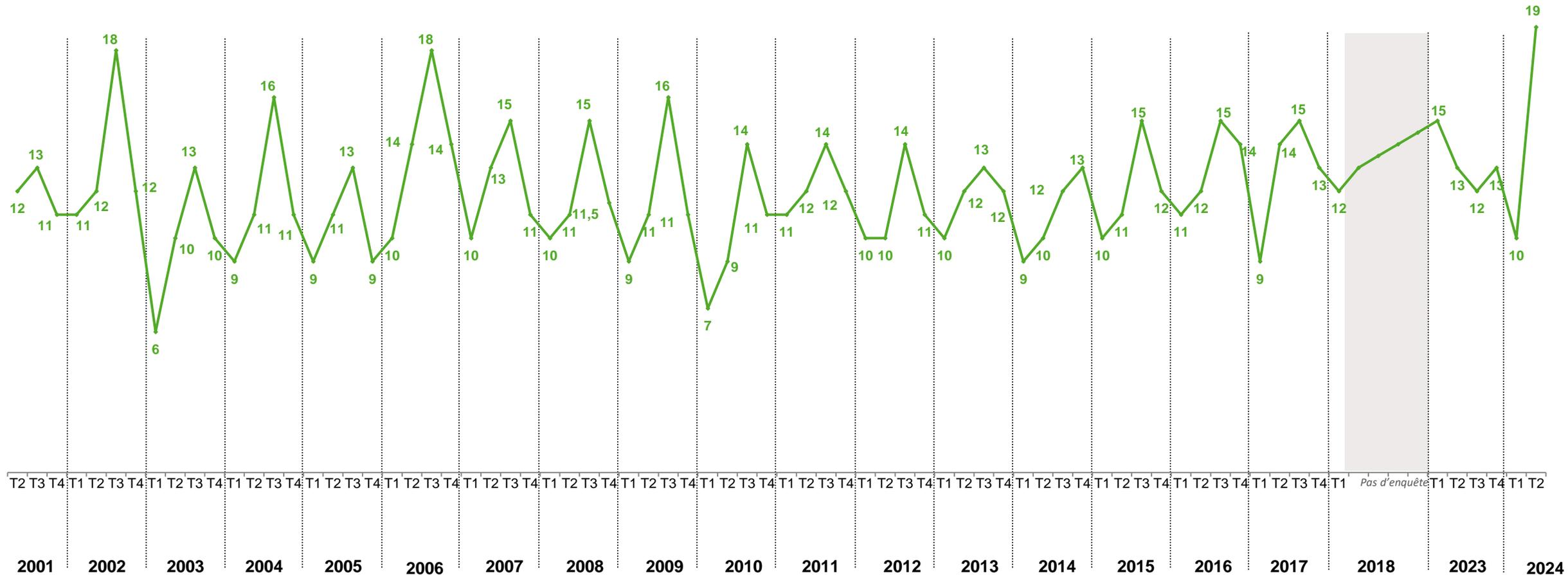


SECTEUR D'ACTIVITÉ



L'embauche de personnel depuis le 1er juillet 2024 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2024 - Rappels

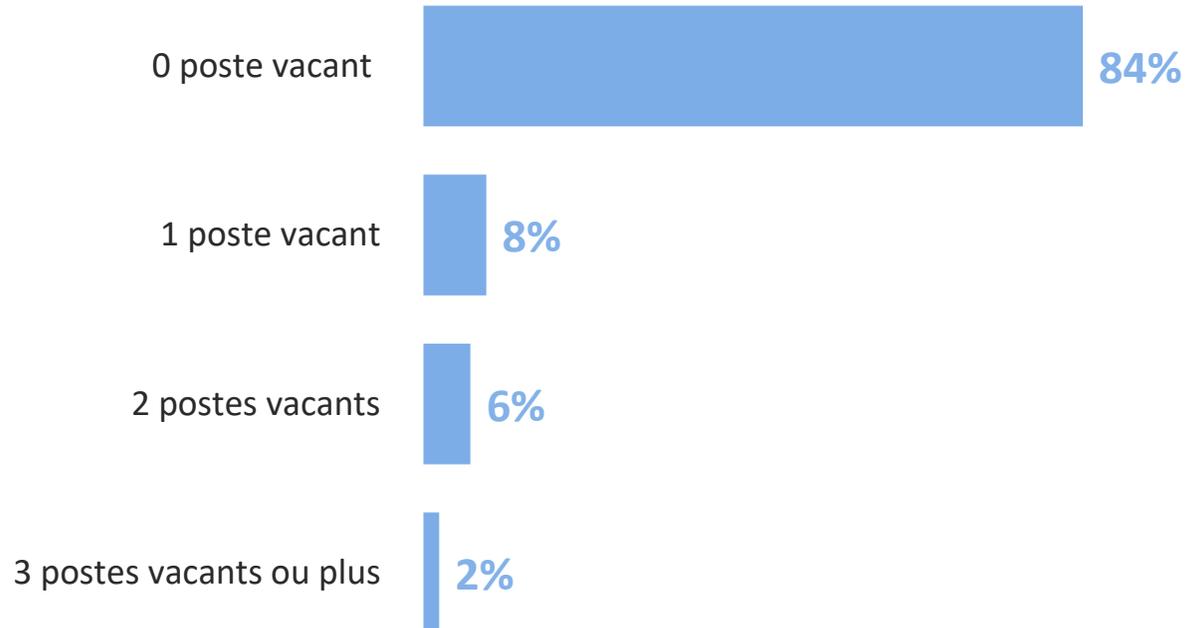
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er avril 2024, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 juin 2024?



* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit : Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidats, y compris ceux à pourvoir d'ici le 30 septembre 2024 ?

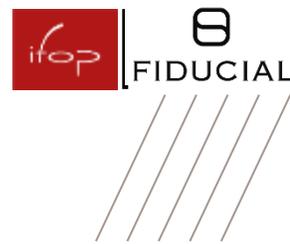


MOYENNE :

0,3

Rappel Juin 2024 : 0,2
Rappel Mars 2024 : 0,2
Rappel Janvier 2024 : 0,3
Rappel Septembre 2023 : 0,3
Rappel Juin 2023 : 0,3
Rappel Mars 2023 : 0,3

Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats



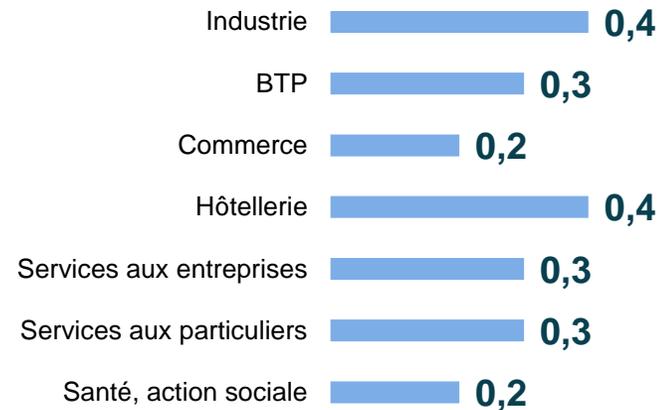
NOMBRE DE POSTES VACANTS EN MOYENNE

Moyenne : **0,3**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



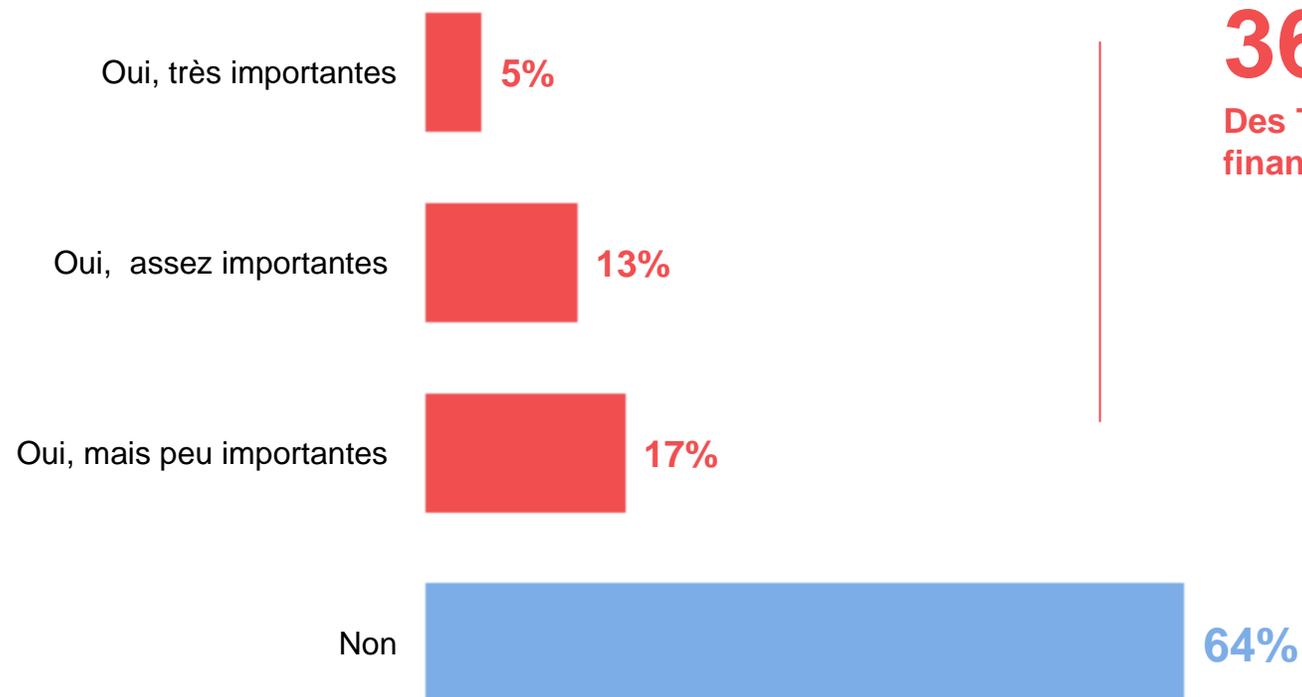
● A.4 ●

Le risque de défaillance



Le fait de rencontrer des difficultés financières

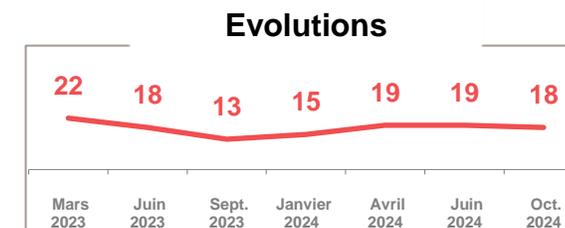
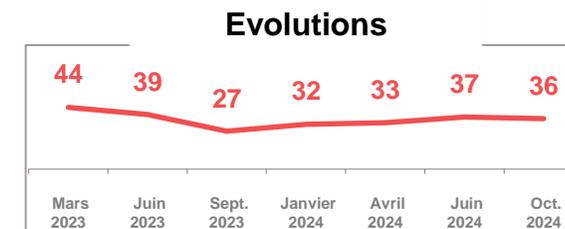
QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?



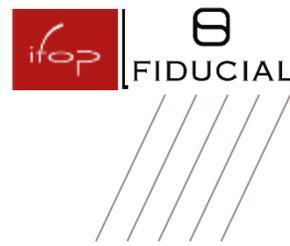
36%

Des TPE rencontrent des difficultés financières

Dont : **18%**
des difficultés financières très ou assez importantes



Le fait de rencontrer des difficultés financières



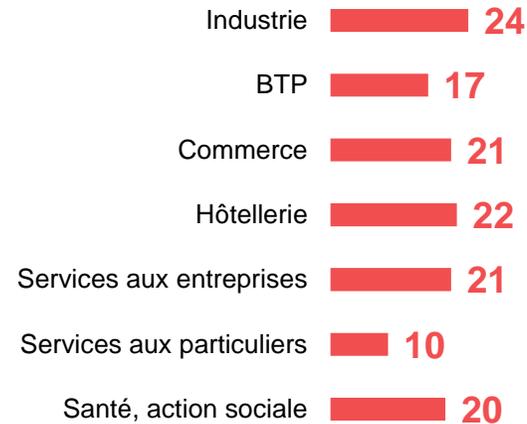
TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (assez ou très)

Moyenne : **18%**

TAILLE D'ENTREPRISE



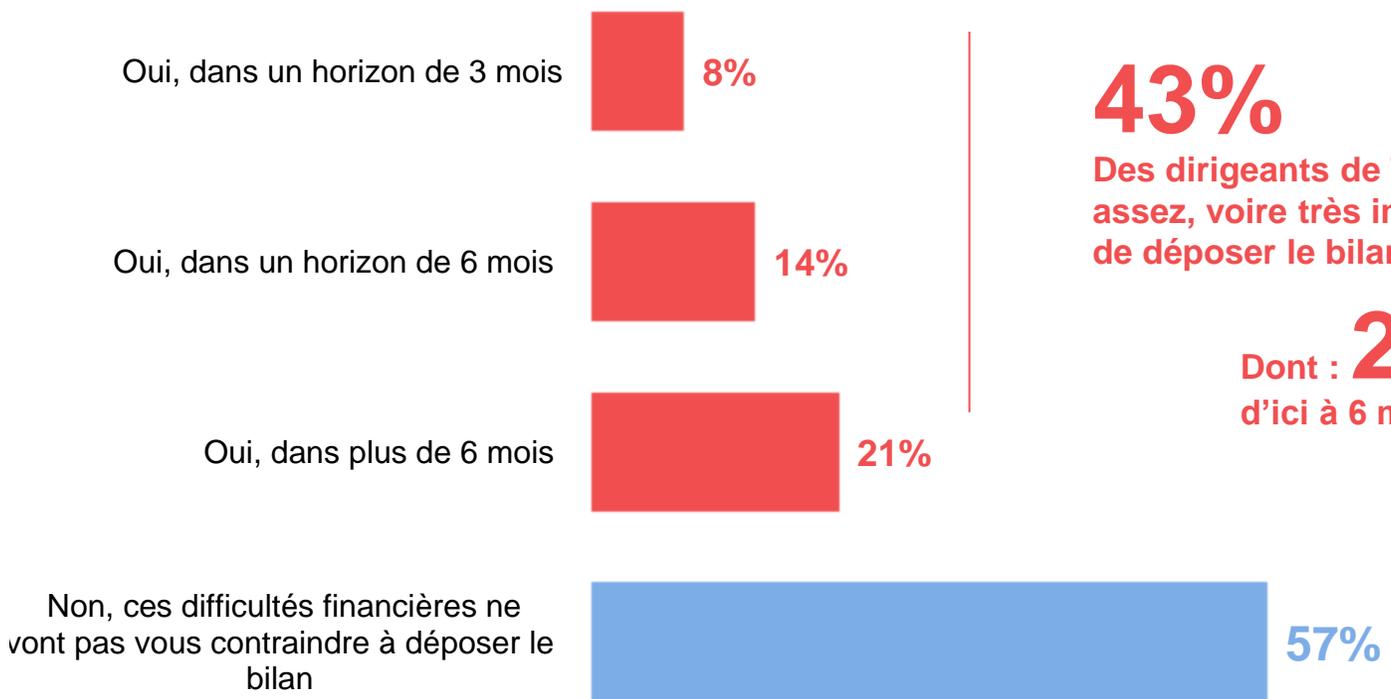
SECTEUR D'ACTIVITÉ



La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières

QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

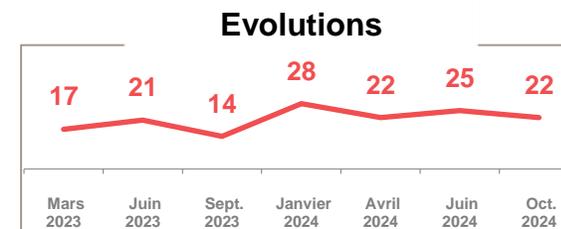
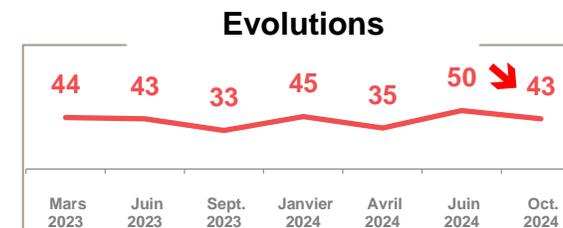
Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes, soit 18% de l'échantillon



43%

Des dirigeants de TPE ayant des difficultés financières assez, voire très importantes pourraient être contraints de déposer le bilan ou de cesser leur activité

Dont : 22% d'ici à 6 mois



En raison de la faiblesse des effectifs, cette question n'est pas ventilée.

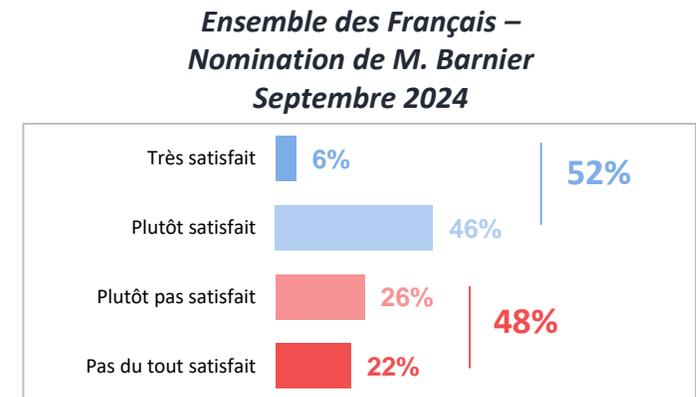
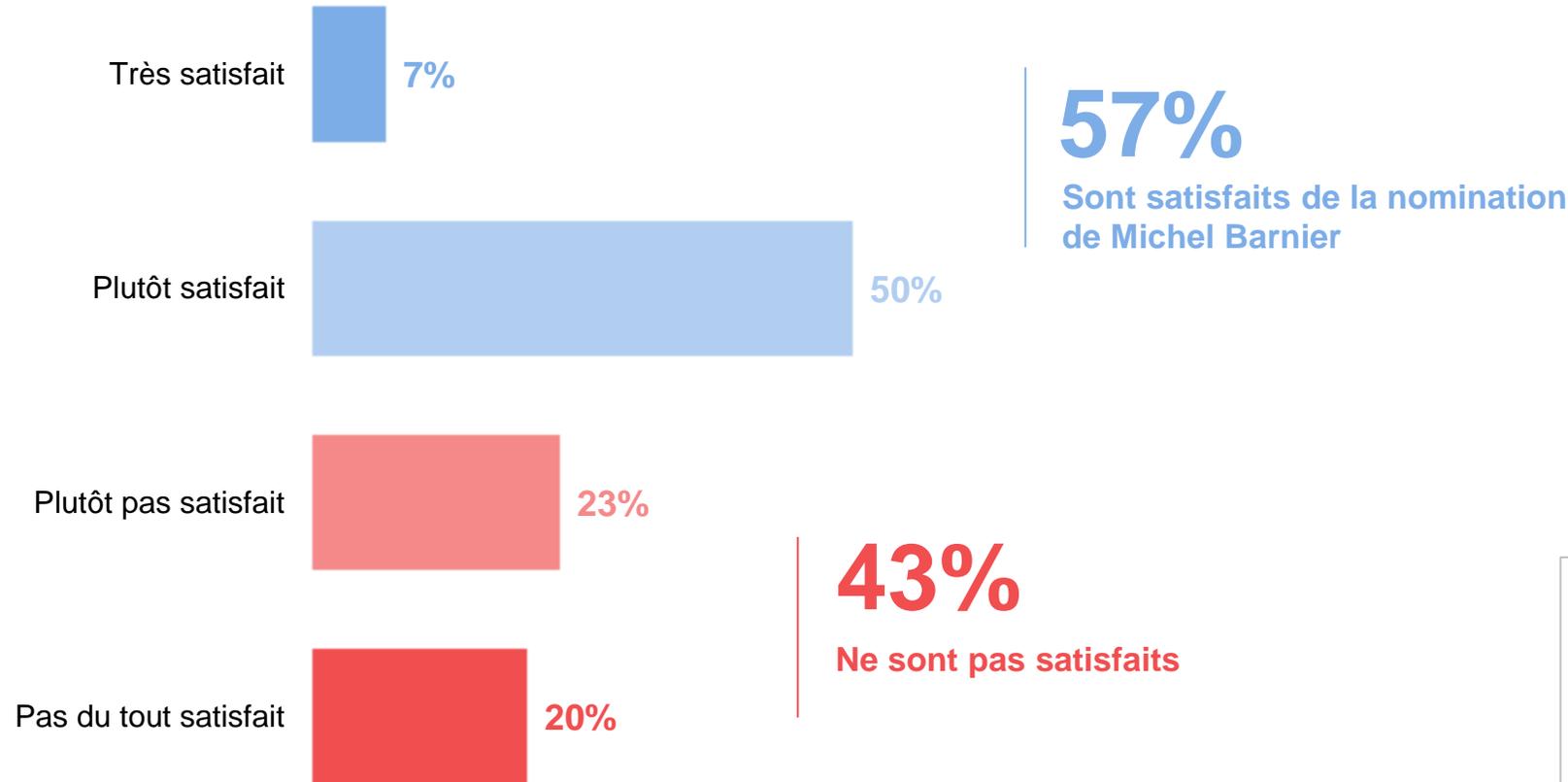
● B ●

Actualité politique



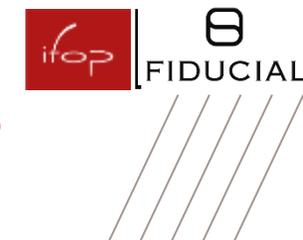
La satisfaction à l'égard de la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre

QUESTION : Personnellement, diriez-vous que vous êtes satisfait ou pas satisfait de la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre ?



Etude Ifop pour le Journal du Dimanche réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 5 au 6 septembre 2024 auprès d'un échantillon de 950 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

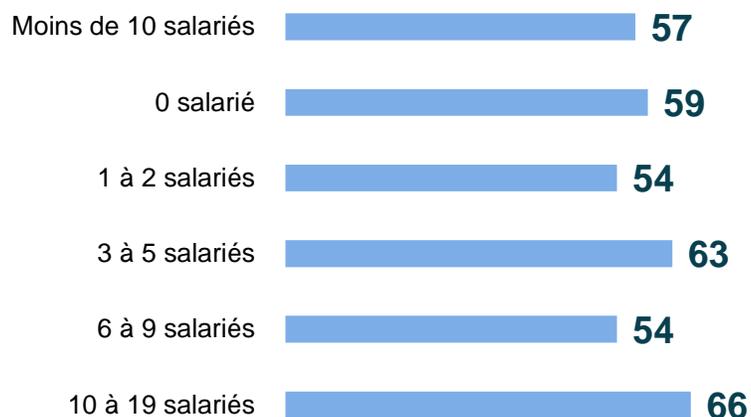
La satisfaction à l'égard de la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre



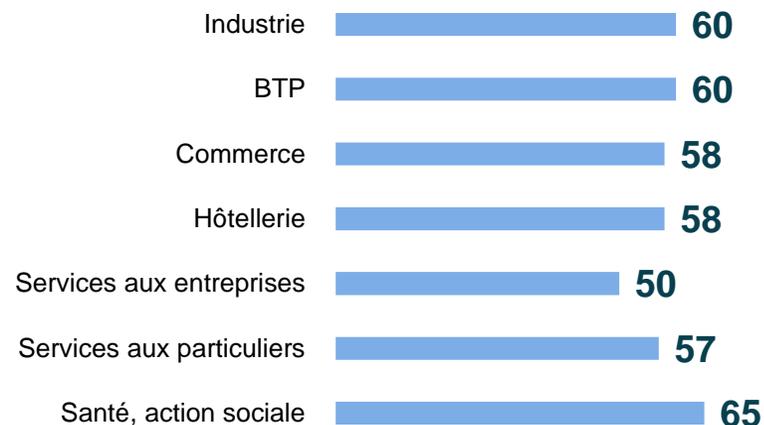
TOTAL SATISFAITS

Moyenne : **57%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



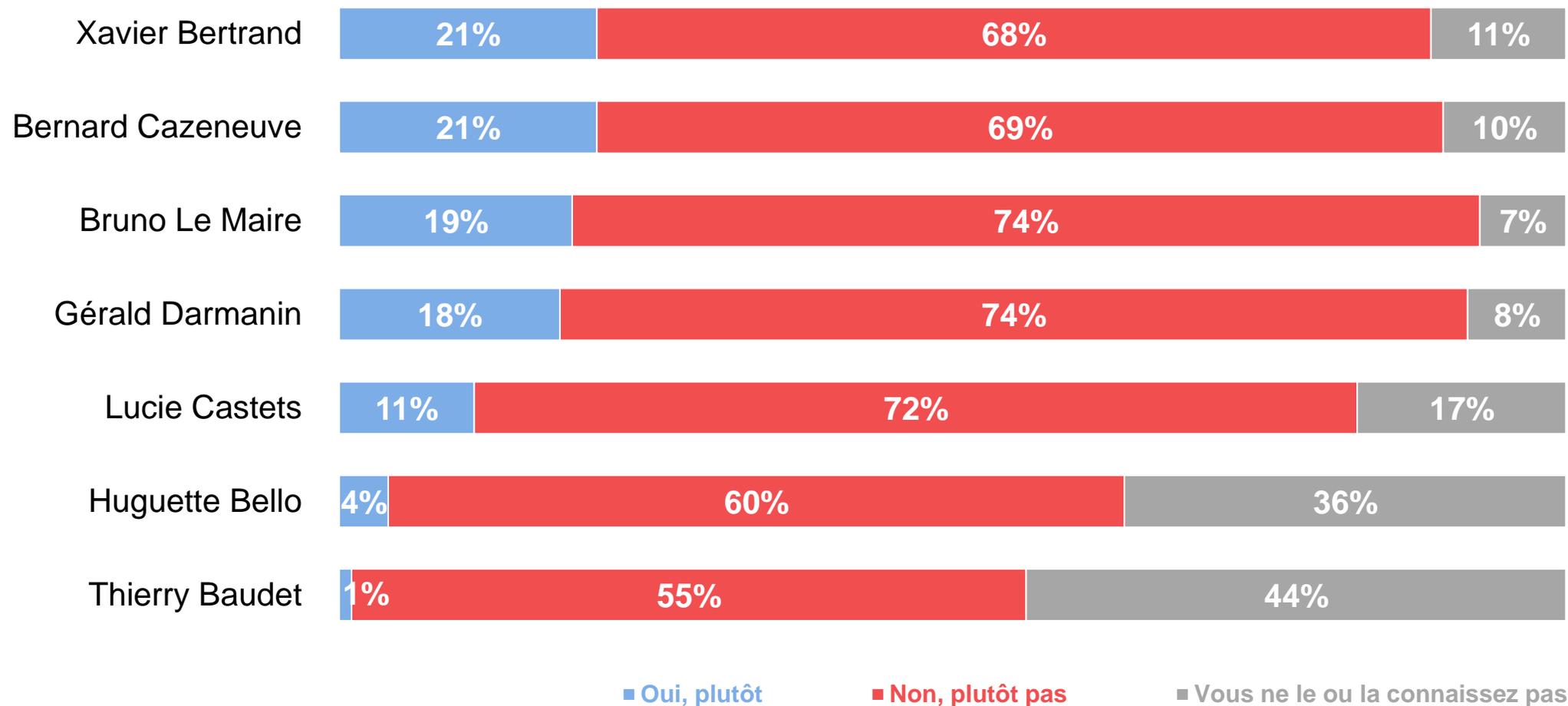
L'affirmation dont on se sent le plus proche au sujet de la nomination tardive du Premier ministre

QUESTION : De laquelle de ces deux affirmations vous sentez-vous le plus proche ?



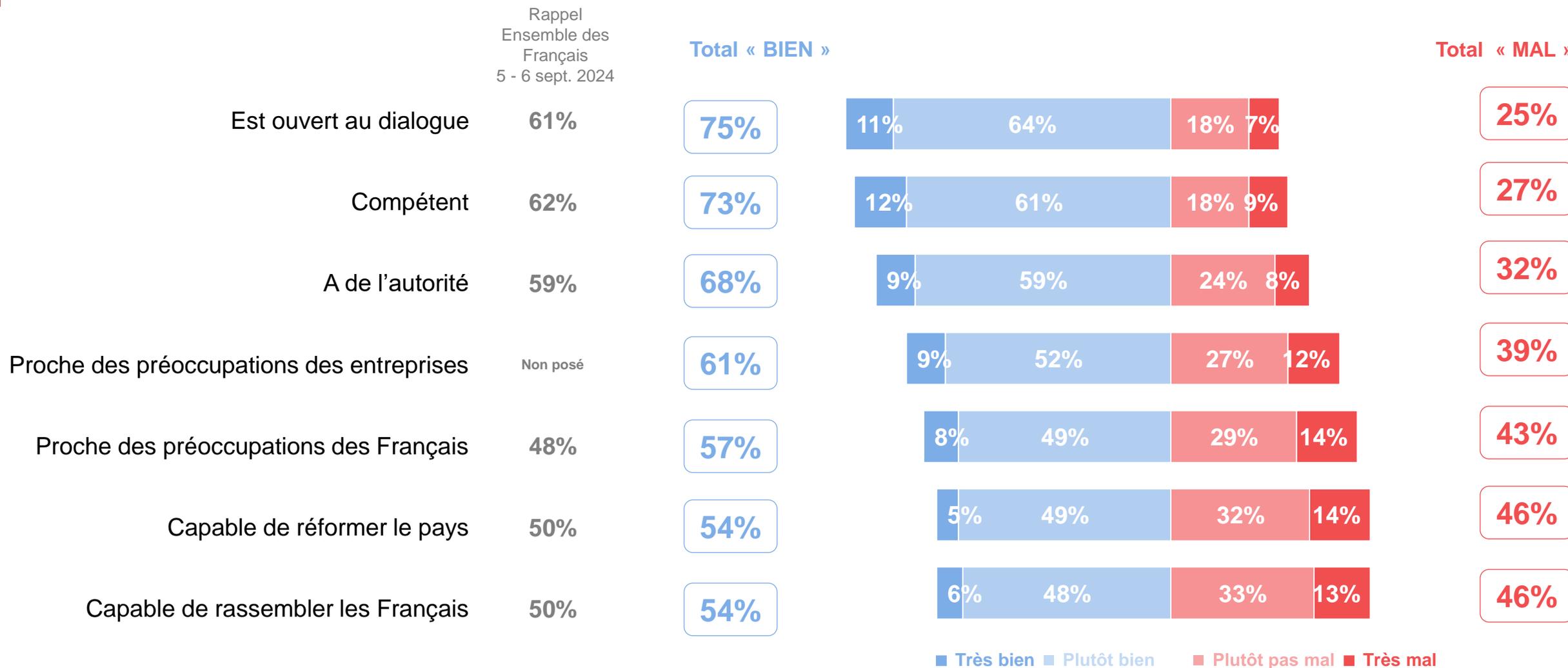
La préférence pour la nomination d'autres personnalités politiques comme Premier ministre

QUESTION : Auriez-vous préféré avoir pour Premier ministre...?



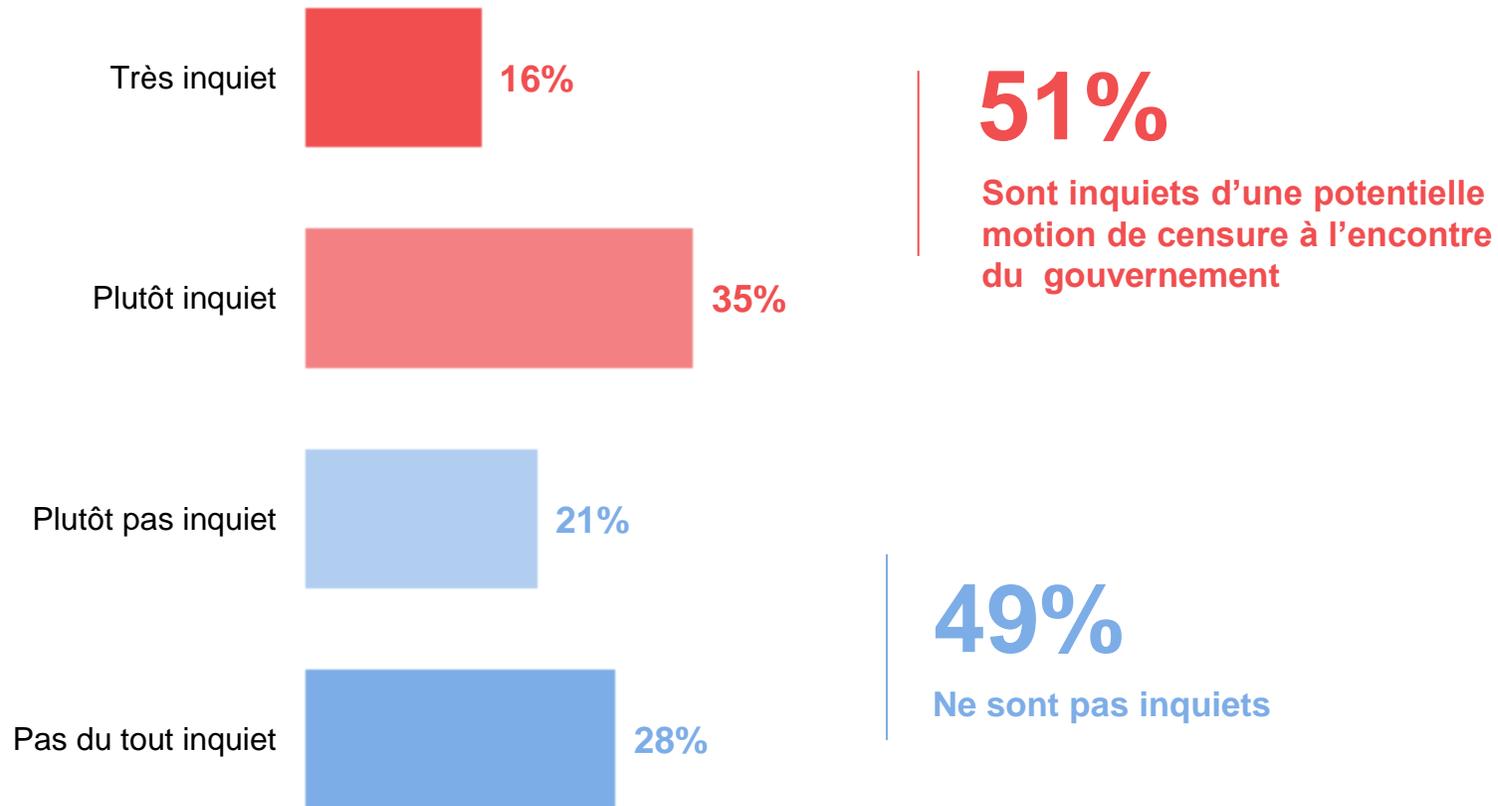
Les traits d'image du nouveau Premier ministre Michel Barnier

QUESTION : Pour chacun des termes suivants, diriez-vous qu'il s'applique bien ou mal à Michel Barnier ?

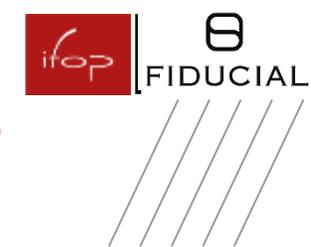


L'inquiétude vis-à-vis d'une potentielle motion de censure à l'encontre du gouvernement

QUESTION : En tant que chef d'entreprise, êtes-vous inquiet ou pas inquiet par la perspective d'une motion de censure déposées par les partis d'opposition (Nouveau Front populaire - La France Insoumise, le Parti socialiste, les Ecologistes.s, le Rassemblement national...) à l'encontre du gouvernement ?



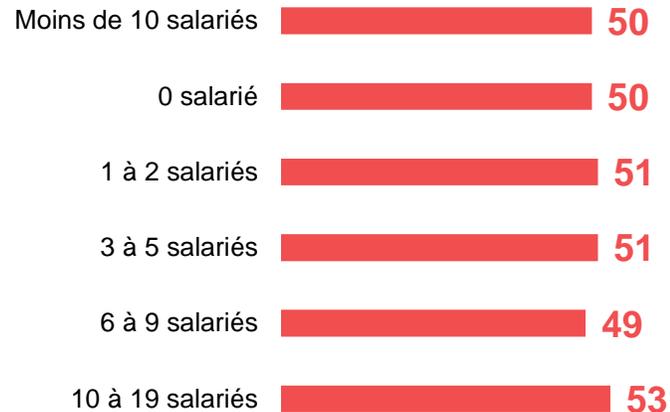
L'inquiétude vis-à-vis d'une potentielle motion de censure à l'encontre du gouvernement



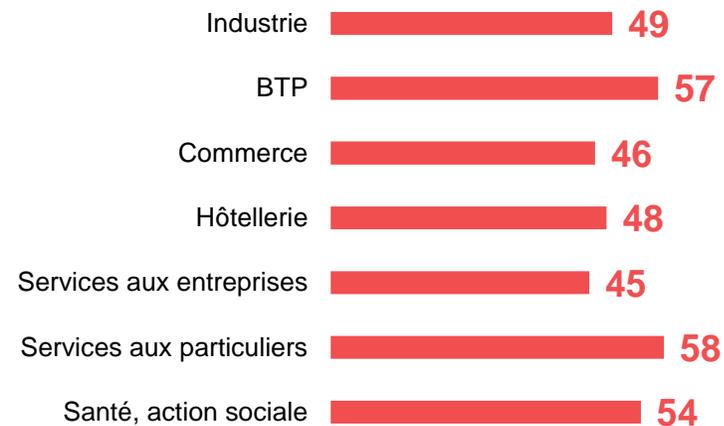
TOTAL INQUIETS

Moyenne : **51%**

TAILLE D'ENTREPRISE

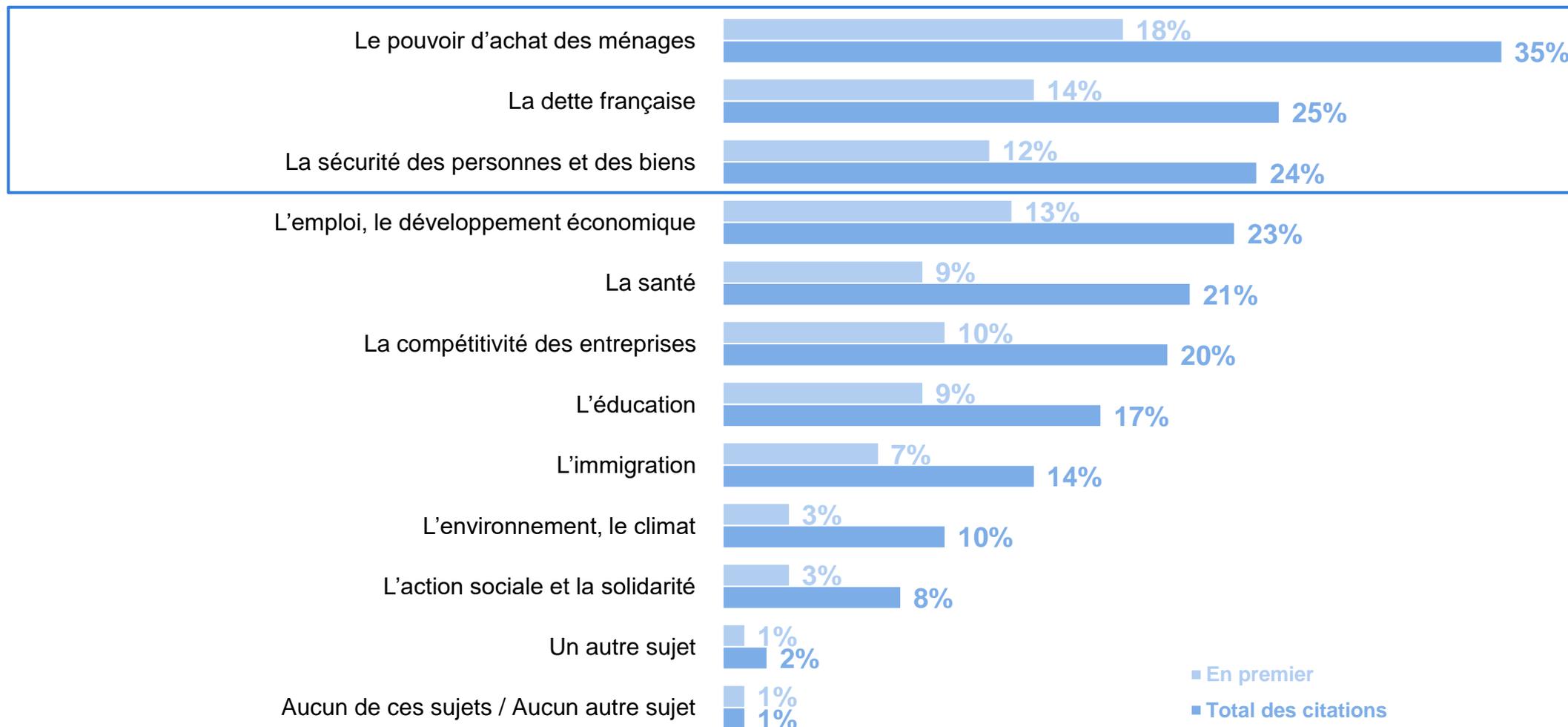


SECTEUR D'ACTIVITÉ



Les sujets sur lesquels doivent œuvrer en priorité le Premier ministre et son gouvernement

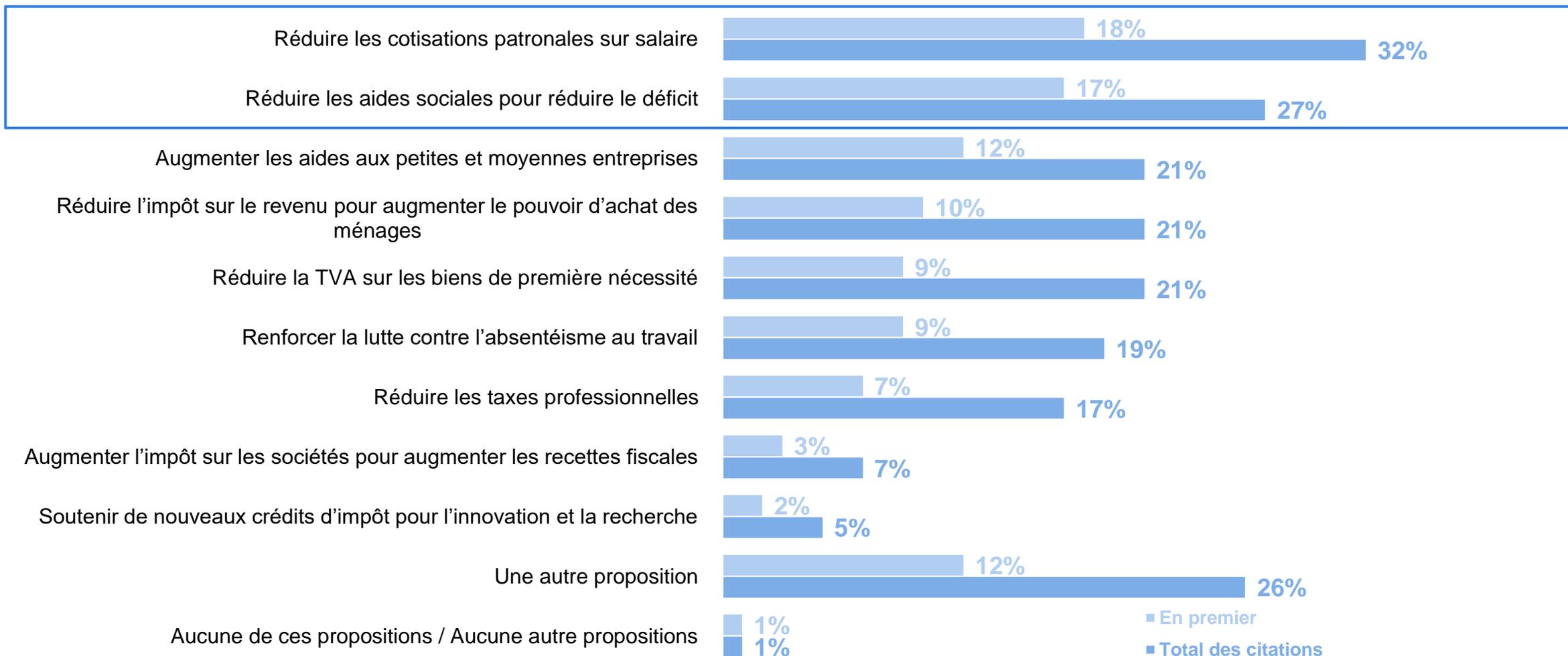
QUESTION : Quels sont, d'après vous, les sujets sur lesquels doivent œuvrer en priorité le Premier ministre et son gouvernement dans les mois à venir ? En premier ? En second ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

Les propositions fiscales prioritaires à mettre en place dans le cadre du nouveau gouvernement

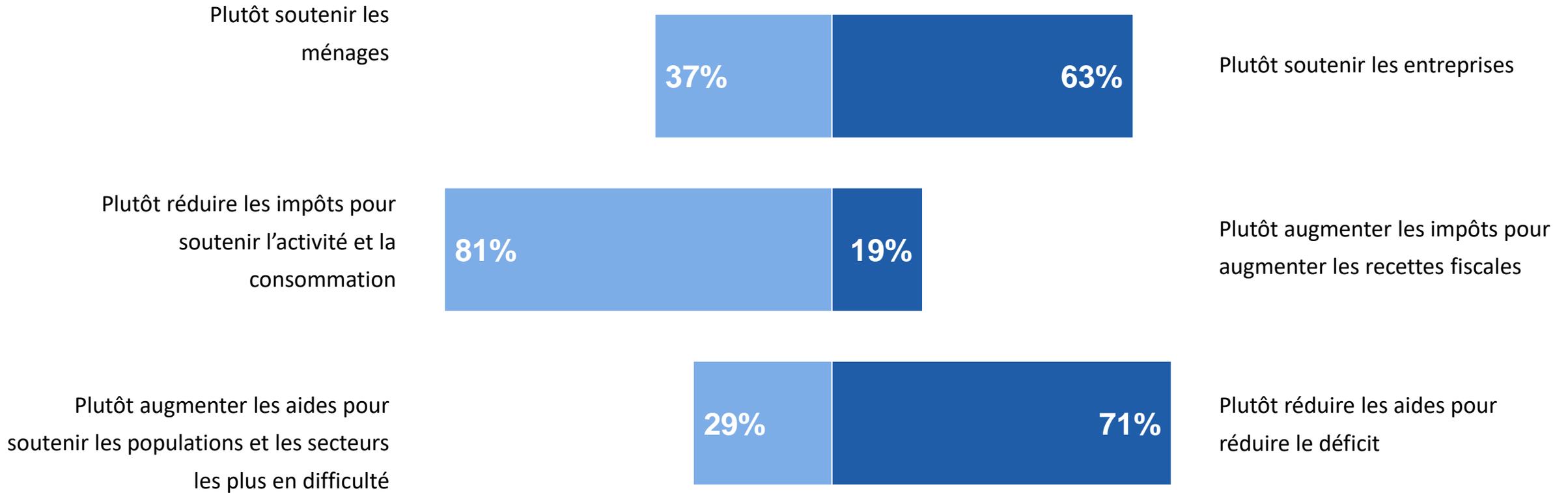
QUESTION : Plus précisément, en matière fiscale, parmi les propositions suivantes, lesquelles vous semblent prioritaires à mettre en place dans le cadre de ce nouveau gouvernement ? En premier ? En second ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

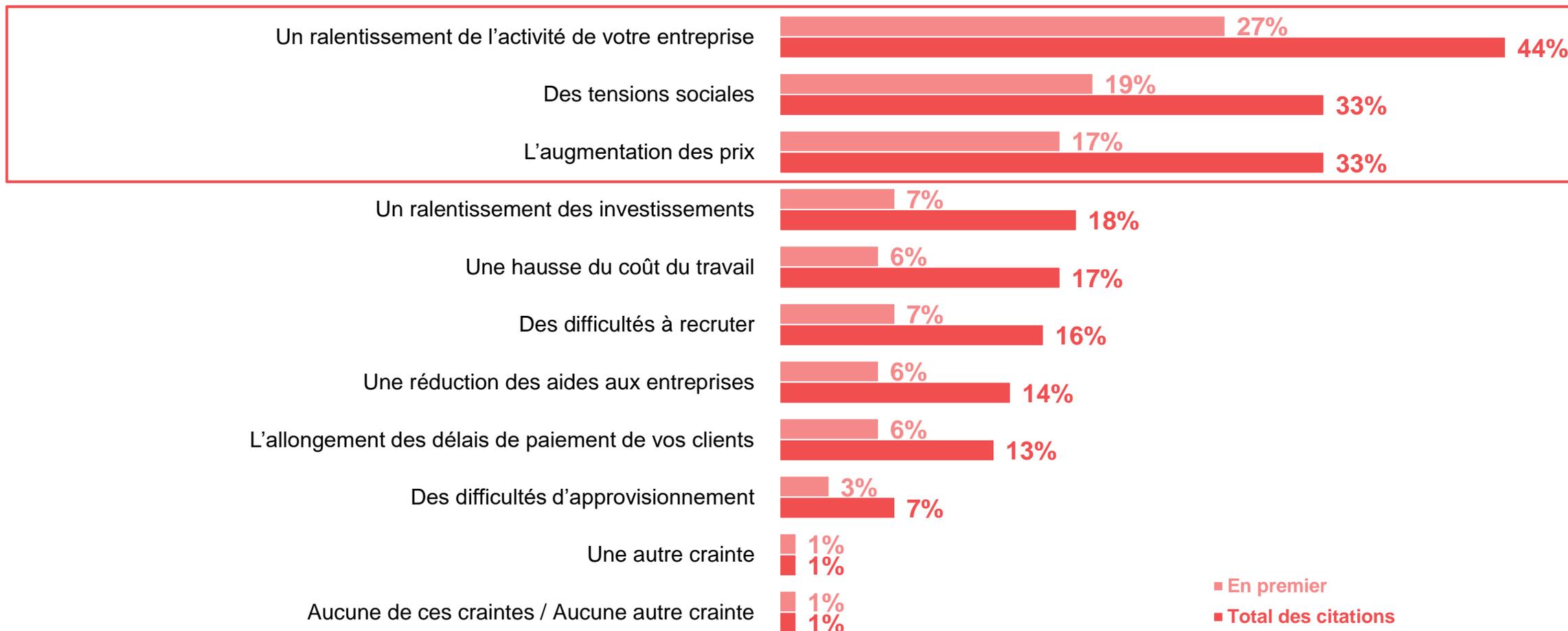
Le choix entre différentes actions à mettre en place en matière fiscale

QUESTION : Toujours en matière fiscale, quelles sont les actions qui vous semblent prioritaires à mettre en place dans le cadre de ce nouveau gouvernement ?



Les principales craintes pour les mois qui viennent

QUESTION : Enfin, que craignez-vous le plus dans les mois qui viennent ? En premier ? En second ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

A photograph of a business meeting. In the foreground, a person's hands are holding a white tablet. The tablet screen displays a financial report with various charts and tables. The background is blurred, showing other people in a meeting setting. A red horizontal bar is overlaid on the right side of the image, containing the text '03 SYNTHÈSE'.

03

SYNTHÈSE

La confiance des dirigeants de TPE à l'égard du climat économique national poursuit son érosion, tandis que celle éprouvée à l'égard de l'exécutif reste stable en dépit de la séquence politique atypique de ces derniers mois. (1/2)

Le niveau de confiance envers les mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement se stabilise à 31% (-1 point), au troisième trimestre 2024. Il convient de noter qu'il s'agit de la première mesure réalisée depuis la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre. Dans le détail, seuls 4% des interviewés déclarent avoir « tout à fait confiance » (-1 point) alors qu'en miroir, parmi les dirigeants déclarant ne pas avoir confiance (69%), 44% n'ont « pas du tout confiance » (-3 points).

Cette stabilité de l'indicateur de confiance depuis 6 mois est assez remarquable au regard du contexte politique sur cette période : ni la dissolution, ni la nomination tardive de Michel Barnier ne semble avoir impacté le niveau de confiance accordé à Emmanuel Macron et son gouvernement. Les dirigeants d'entreprises sont majoritairement satisfaits de la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre (cf infra). Pour autant la perception positive qui lui est accordée *a priori* ne semble pas pour l'instant influencer sur le niveau de confiance accordé au couple exécutif. Ainsi, c'est peut-être une actualité gouvernementale peu orientée vers les TPE qui favorise la stabilité de l'indicateur, les dirigeants de TPE attendant probablement des annonces concrètes à même de faire évoluer leur jugement.

Sur le temps long, ce taux de confiance de 31% s'inscrit dans la lignée de la moyenne des mesures effectuées lors des 20 dernières années (32%).

Cette stabilité sur le troisième trimestre est à mettre en regard avec la stabilité de la satisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron sur la même période auprès des Français: 25% selon les *Indices de popularité* pour le Journal du Dimanche, septembre 2024, soit un point de moins qu'en juin 2024 post-dissolution.

Si ce déficit de confiance apparaît assez généralisé chez les dirigeants de TPE, on note également que l'écart avec la perception des dirigeants des plus grandes TPE – traditionnellement plus positives – tend à se réduire. Ainsi, 36% des TPE de 10 salariés ou plus manifestent leur confiance dans le couple exécutif soit 5 points de plus que la moyenne, quand l'écart du précédent trimestre était de 8 points.

La confiance des dirigeants de TPE à l'égard du climat économique national poursuit son érosion, tandis que celle éprouvée à l'égard de l'exécutif reste stable en dépit de la séquence politique atypique de ces derniers mois. (2/2)

En parallèle d'un niveau de confiance stable, le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires – déjà traditionnellement peu élevé – poursuit son érosion entamée début 2024 avec un recul de 6 points pour s'établir à 22%. L'optimisme se situe donc bien en deçà du score moyen depuis le début du baromètre (31%, -9 points).

L'optimisme pour sa propre activité – bien que traditionnellement plus élevé – connaît la même dynamique avec un recul de 2 points pour s'établir à 52%, soit un score encore dans la moyenne de ceux enregistrés depuis le début de la mesure (53%).

Dans le détail, qu'il s'agisse du climat général des affaires ou de leur propre activité, les dirigeants du commerce se montrent les plus inquiets : 90% d'entre eux se déclarent pessimistes quant au climat général des affaires (+13 points par rapport à la moyenne) et 61% sont pessimistes quant à leur propre situation (+13 points également par rapport à la moyenne).

En parallèle de ce tassement de l'optimisme – pour le climat général des affaires comme pour sa propre activité – la part de TPE qui déclare rencontrer des difficultés financières se stabilise à 36%, soit un point de moins que lors de la précédente mesure, mais toujours 9 points de plus par rapport au T3 2023. La part de celles en difficulté financières très ou assez importantes est également stable (18%, -1 point), mais l'intensité des conséquences semble s'infléchir par rapport au second trimestre, puisque 43% pourraient être contraintes de déposer le bilan, soit 7 points de moins qu'au second trimestre.

Dans le détail, les TPE évoluant dans le secteur des services aux particuliers sont les moins touchées avec seulement 10% d'entre elles se déclarant en difficulté financière.

Un troisième trimestre marqué par de plus grands mouvements de personnel dans les TPE : les embauches comme les suppressions de postes sont à la hausse

19% des dirigeants de TPE déclarent avoir embauché ou prévoyaient d'embaucher du personnel d'ici fin septembre 2024, soit un score en hausse de 10 points par rapport au second trimestre 2024, et le plus haut depuis le début de la mesure au premier trimestre 2023.

Cet indicateur reste toujours fortement lié à la taille de l'entreprise: 16% des TPE de moins de 10 salariés ont embauché ou comptaient le faire, alors que ce score grimpe à 58% au sein des TPE de 10 salariés et plus. Le secteur de l'hôtellerie se démarque encore positivement (36%) dans un contexte estival d'accueil des JOP à Paris et dans toute la France.

En miroir, 15% des TPE déclarent avoir supprimé un ou plusieurs postes lors du dernier trimestre 2023 (+9 points par rapport au T2 2024).

Il en résulte un différentiel positif de 4 points entre les embauches et les suppressions de postes, (stable par rapport au T2 2024).

Enfin, 84% des TPE n'ont aucun poste vacant dans leur entreprise et en moyenne, il existe 0,3 postes vacants par TPE – score en légère hausse par rapport au précédent trimestre. Les plus grandes TPE disposent de davantage de postes vacants : 0,4 pour les TPE de 3 à 5 et de 6 à 9 salariés et 0,8 pour les TPE de 10 salariés et plus.

La nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre apparaît satisfaisante pour une majorité de patrons de TPE qui lui reconnaissent des qualités d'ouverture et d'autorité

Alors que plus de six patrons sur dix ne s'estimaient pas particulièrement inquiets par la situation politique en France après cinquante jours passés sans gouvernement, **la majorité des dirigeants de TPE se déclare désormais satisfaite de la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre (57%, dont 7% « très satisfaits »)**. Ce score s'avère un peu plus élevé qu'auprès du grand public (52% selon l'enquête Ifop JDD du 9 septembre). A noter cependant que le grand public avait été interrogé au lendemain de la nomination de Michel Barnier, tandis que ce baromètre a été réalisé entre le 16 septembre et le 7 octobre, certains des patrons interrogés ayant donc pu bénéficier d'un mois supplémentaire pour appréhender les premières orientations stratégiques du gouvernement. Les patrons d'entreprise de 10 à 19 salariés et ceux du secteur de la santé et de l'action sociale sont ceux qui s'en montrent les plus satisfaits (respectivement +9 et +8 points par rapport à la moyenne).

Plus en détail, **le nouveau Premier ministre est évalué positivement par une majorité de patrons sur l'ensemble des traits d'image testés**, avec des scores à nouveau plus élevés qu'auprès du grand public (des écarts allant de +4 à +14 points). Si les trois quarts d'entre eux considèrent avant tout Michel Barnier comme quelqu'un d'ouvert au dialogue (75%) et de compétent (73%), plus de 6 patrons sur 10 lui reconnaissent aussi de l'autorité (68%) et le fait qu'il soit proche des préoccupations des entreprises (61%), devant même les préoccupations des Français (57%). Plus en retrait mais à un niveau majoritaire, pour 54% des patrons de TPE, Michel Barnier serait capable de réformer le pays et de rassembler les Français.

Interrogés de surcroît sur leur préférence pour un autre Premier ministre, **seule une partie minoritaire de patrons se prononce en faveur d'une autre personnalité politique** – qu'il s'agisse de Xavier Bertrand (21%), de Bernard Cazeneuve (21%), de Bruno Le Maire (19%), ou de Gérald Darmanin (18%). Les deux candidates potentielles issues de la gauche, Lucie Castets (11%) et Huguette Bello (4%), ainsi que Thierry Baudet issu de la société civile (1%), obtiennent également des scores très minoritaires, tandis que **la majorité des patrons rejettent chacun des candidats proposés pour ce poste, ou ne les identifient pas clairement** (44% déclarant ne pas connaître Thierry Baudet et 36% s'agissant de Huguette Bello).

Ainsi, dans ce contexte où seul Michel Barnier semble apparaître comme une personnalité politique crédible aux yeux des dirigeants de TPE pour occuper le poste de Premier ministre, **la majorité d'entre eux (51%) s'inquiète d'une potentielle motion de censure à l'encontre du gouvernement**, dont 16% qui se déclarent « très inquiets ». Cela concerne particulièrement les patrons du BTP (57%) et ceux du secteur des services aux particuliers (58%).

En termes de préférences fiscales, les dirigeants de TPE adoptent logiquement une posture « pro-business » de relance par le privé. Ces derniers s'inquiètent par ailleurs d'un potentiel ralentissement de l'activité de leur entreprise dans les mois qui viennent

Parmi les sujets sur lesquels doivent œuvrer en priorité le Premier ministre et son gouvernement, le pouvoir d'achat des ménages arrive en tête pour 35% des patrons, dimension qui devance de 10 points la dette française (25%) ainsi que la sécurité des personnes et des biens (24%). Si l'emploi, le développement économique, la santé et la compétitivité des entreprises sont également relevés par plus de 20% des dirigeants, l'éducation, l'immigration, l'environnement, le climat, ou encore l'action sociale et la solidarité sont cités dans une moindre mesure, par moins de deux patrons sur dix.

En matière fiscale, les dirigeants de TPE identifient prioritairement des enjeux de réduction des charges spécifiques aux entreprises, tels que la réduction des cotisations patronales sur salaire (32%), couplés à la réduction des aides sociales visant à réduire le déficit public (27%). Les mesures d'aide aux petites et moyennes entreprises, la réduction de l'impôt sur le revenu pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages, ou encore la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité sont ensuite citées par 21% des patrons. En mineur, 19% citent le renforcement de la lutte contre l'absentéisme au travail, 17% la réduction des taxes professionnelles, ou encore, pour moins de 10% d'entre eux, l'augmentation des impôts sur les sociétés pour augmenter les recettes fiscales et l'octroi de nouveaux crédits d'impôt pour l'innovation et la recherche.

L'ensemble des mesures prioritairement mentionnées par les chefs d'entreprise relève ainsi d'une stratégie de limitation des dépenses publiques à destination des ménages – en lien avec le sujet de la dette française – pour lui préférer un soutien accru aux entreprises. Ainsi, 71% des patrons préféreraient réduire les aides de l'Etat pour réduire le déficit plutôt que d'augmenter les aides pour soutenir les populations et les secteurs les plus en difficultés (29%), 81% préféreraient réduire les impôts pour soutenir l'activité et la consommation des ménages plutôt que d'augmenter les impôts pour augmenter les recettes fiscales (19%), et ainsi soutenir davantage les entreprises (63%) que les ménages (37%) – ces derniers étant, dans cette perspective, déjà allégés sur leur imposition, exception faite des plus fragilisés économiquement, non soumis à l'imposition et/ou bénéficiant des aides sociales.

En parallèle, le climat d'incertitude à l'œuvre chez les patrons se reflète dans des anticipations négatives à l'égard de leur activité : ainsi plus de quatre patrons sur dix anticipent un ralentissement de l'activité de leur entreprise dans les mois qui viennent (44%), tandis qu'un tiers d'entre eux craignent une potentielle augmentation des prix et la résurgence des tensions sociales (33%). En mineur, moins de deux patrons sur dix se montrent inquiets vis-à-vis d'un potentiel ralentissement des investissements (18%), de la hausse du coût du travail (17%) ou encore de tensions sur le recrutement (16%), tandis que moins de 15% s'inquiètent d'une réduction des aides aux entreprises, de l'allongement des délais de paiement de leurs clients et des difficultés d'approvisionnement.